

Les transformations en cours dans l'islam marocain

Michele Brignone* - novembre 2018



M. Brignone (2018), Institut Mohammed VI pour la formation des Imams, Rabat (Maroc).

Dès 2002, le Maroc s'est engagé dans une profonde restructuration du champ religieux, pour affronter, à l'intérieur, les lectures fondamentalistes et promouvoir, à l'extérieur, un islam tolérant et modéré. Au cœur de ce projet se trouve l'Université Qarawiyyin, qui s'est vue confier la tâche de former les oulémas de demain.

I. Ambitions et limites d'une tradition actualisée par le haut

La façade néo-mauresque du musée Muhammad VI d'art moderne et contemporain, à Rabat, arbore une affiche annonçant une exposition sur Ahmed Cherkaoui, un peintre marocain qui a passé sa vie à retravailler les motifs vus dans son enfance : tatouages sur les visages des femmes et sur les motifs de tapis. Le sous-titre de la rétrospective s'intitule « entre enracinement et modernité », pourrait être la devise nationale marocaine si ce n'est qu'officiellement, c'est dans la triade « Dieu, la Patrie, le Roi » que le pays se reconnaît. Néanmoins, cette idée de combiner tradition et modernité reflète bien la spécificité d'un État qui investit massivement dans l'énergie solaire et dans les infrastructures, tout en se perpétuant, à travers la construction de mosquées dans un style architectural traditionnel. Même le principal parti d'opposition, né en 2008 et proche de la monarchie, dont l'objectif de faire face à la montée des islamistes du parti « Justice et Développement » a choisi de prendre le nom de « Authenticité et Modernité ». Cette tension entre passé et présent, traverse également l'Islam, naturellement, et c'est sur la possibilité d'un équilibre entre ces deux pôles que le roi mise pour faire face, à l'intérieur, aux lectures fondamentalistes et promouvoir, à l'extérieur, l'image d'une religion modérée.

* Les dossiers documentaires proposent des textes de synthèse relatifs à des parutions et des analyses concernant l'un ou l'autre aspect des réalités de l'islam contemporain, dont la publication est soumise à évaluation critique préalable du comité directeur du CISMODOC.

* Michele Brignone est le secrétaire scientifique de la Fondation Internationale Oasis et le directeur de la revue Oasis. Titulaire d'un doctorat de recherche en Histoire, Institutions et Relations Internationales des Pays Extra-Européens à l'Université de Pise, il est enseignant à l'Université Catholique de Milan, où il donne un cours sur le discours politique arabo-musulman.

Ce texte a été initialement publié dans le n° 27 de la revue Oasis. *Fondazione Internazionale Oasis* (dir.) (2018), "Islam sunnite: malaise et renouveau", Marsilio Editori, sous le titre « Travaux en cours dans l'islam marocain ». La publication de ce numéro fait partie du projet « Crise et renouveau dans l'islam contemporain » soutenu par la *Fondazione Cariplo*.

Pour citer ce texte : M. Brignone, « Les transformations en cours dans l'islam marocain », In *Dossiers documentaires du CISMODOC* (online), Université catholique de Louvain, novembre 2018, 7p.

La première pierre de cette politique religieuse a été posée en 2002, lorsque le ministre des Affaires religieuses ‘Abd al-Kabîr ‘Alawî Mdaghrî, connu pour sa complaisance envers le wahhabisme, est poussé à laisser sa place à Ahmad Toufiq, historien, écrivain, directeur de la Bibliothèque nationale du Maroc et, surtout, affilié à la Qâdiriyya Budshîshiyya, confrérie symbole du renouveau soufi dans le pays. À l’époque, le Maroc se croyait encore à l’abri des dérives djihadistes. En septembre 2001, une cérémonie dans la cathédrale catholique de Rabat à la mémoire des victimes des attentats des Tours jumelles à New York montrait le visage d’un pays ouvert et tolérant. Et encore en 2002, le quotidien français *Libération* écrivait dans un reportage que « Le fanatisme n’a pas sa place au Maroc ». Les attentats de 2003 à Casablanca mirent fin à cette illusion et l’implication de terroristes marocains dans les attentats de Madrid en 2004 confirma que le Royaume était, lui aussi, dans l’œil du cyclone.

Depuis lors, les initiatives officielles visant à réorganiser le domaine religieux et à manifester une prise de distance radicale vis-à-vis du djihadisme terroriste se sont multipliées. Le moment culminant de ces efforts fut la promotion en 2016, par le Maroc, à Marrakech, d’une conférence sur les droits des minorités religieuses qui s’est clôturée sur une déclaration prégnante qui toutefois, selon Salim Hmimnat, professeur de Sciences politiques à l’Université Mohammed V de Rabat n’était qu’« un discours destiné de toute évidence à l’extérieur, parce que le problème des minorités est d’une importance mineure pour la situation interne ». Il ajoute qu’« il s’agit d’un Islam d’État qui nourrit, entre autres, des objectifs géopolitiques touchant la position de la monarchie ; mais comprendre ce qui se passe au sein de la société est chose plus complexe. Toutefois, il y a eu au cours des dix dernières années une réorganisation du champ religieux. Le Maroc ne se trouve plus dans une position défensive, raison pour laquelle il peut dès lors exporter son modèle ». Ce modèle a été qualifié par Toufiq, directeur depuis seize ans du réseau des institutions religieuses du Royaume, de version « actualisée » de l’Islam traditionnel. La dimension traditionnelle est constituée d’un trio : l’école juridique malikite, la doctrine théologique *asharite*, et la spiritualité soufie. Quant à la manière dont se décline concrètement l’*aggiornamento* qu’évoque le ministre, elle semble plus complexe à expliquer.

II. Restructuration du cursus religieux, une nouvelle génération d’*oulémas* à venir

Pour comprendre la complexité de la situation marocaine, il faut aller au cœur de la religiosité du pays, c’est-à-dire la ville de Fès où est implanté l’un des centres d’enseignement supérieur les plus prestigieux du monde sunnite : la Qarawiyyin. Fondée en l’an 859, cette institution peut se vanter d’être l’université la plus ancienne du monde, reconnue par l’UNESCO et enregistrée dans le Guinness Book des records. En réalité, la date de sa fondation est controversée. Pour certains historiens, la construction de la mosquée coïncide avec la fondation de l’université alors que pour d’autres, le centre d’enseignement ne se serait

développé que quelques siècles plus tard. En revanche, aucun doute ne subsiste quant au fait que, à son apogée, l'université a accueilli de grands noms du savoir universel (Averroès, Maïmonide, Ibn Khaldoun, pour ne citer que les plus célèbres) ainsi que d'importantes personnalités de la tradition religieuse marocaine. De façon plus générale, la Qarawiyyin fut pendant des siècles le lieu de formation d'une élite intellectuelle, religieuse et administrative du Maroc, jusqu'à l'époque moderne où cette fonction a été transmise à d'autres institutions. Les réformes tentées tant par les administrateurs coloniaux que par ceux de l'ère post-coloniale n'ont pas porté leurs fruits. Ils furent en effet incapables de résoudre le plus sérieux des dilemmes, c'est-à-dire, confirmer la Qarawiyyin dans son rôle de gardienne de la tradition religieuse, et en même temps, l'ouvrir à la culture contemporaine.

Ces échecs par le passé n'ont cependant pas découragé le roi Muhammad VI de lancer, en 2015, un projet ambitieux de rénovation dans les domaines matériel, organisationnel ainsi que dans le cursus d'études de ce temple du savoir religieux. Amâl Jalâl, recteur de l'Université, dont la nomination a coïncidé avec le renouvellement du cursus, nous l'explique. Nous le rencontrons dans un bureau, vaste et lumineux, à proximité du Bordj Nord, la colline fortifiée d'où le regard peut embrasser le profil harmonieux de la médina, avec ses murs, ses terrasses, les minarets et les toits verts si caractéristiques des deux mosquées qui, du centre, dominant le réseau fascinant des ruelles : Mûlây Idrîs et Qarawiyyin. Juriste de formation, il a été gouverneur de la région de Fès et recteur de l'université Sidi Mohamed Ben Abdellah avant sa nomination à la tête de l'université. D'abord, il retrace les fastes anciens de la Qarawiyyin : de l'épisode de Gerbert d'Aurillac, le futur pape Sylvestre II, qui serait allé jusqu'au Maroc pour étudier la mathématique, au premier diplôme de médecine délivré en 1207. Ensuite, il expose les grandes lignes de la réforme : « Jusqu'en 2015, la Qarawiyyin dépendait du Ministère de l'Enseignement supérieur ; elle était composée de cinq facultés distribuées sur tout le territoire national et comptait 15 000 étudiants », ce qui représente un nombre disproportionné par rapport aux besoins des structures religieuses du pays. « La réforme de 2015 a fait passer l'université sous le ministère des Affaires islamiques, et lui a confié de nouvelles institutions : la Dâr al-Hadîth al-Hasaniyya – un centre d'études islamiques consacré en particulier aux *hadîths* –, l'Institut d'Histoire du Maroc, l'Institut d'Études Coraniques, l'Institut Muhammad VI pour la Formation des Imams et des guides religieux, l'École des Sciences islamiques de Casablanca ». La véritable nouveauté réside cependant dans le nombre de candidats admis à l'université et leur programme d'études. Il s'agit de 1 800 étudiants recrutés par concours. Le programme est constitué de sciences islamiques, ainsi que de six heures de cours de français, six heures d'anglais, deux heures de philosophie et deux heures d'informatique par semaine. À ces disciplines viennent s'ajouter, en troisième année, des cours en sciences sociales, trois heures de latin, trois heures de grec et trois heures d'hébreu. Le recteur de l'université explique que l'objectif de ce cursus renouvelé est de « former un nouveau type de savant religieux », enraciné dans la tradition

malikite et asharite tout en étant capable de s'orienter dans les savoirs modernes.

Ces futurs savants religieux (*oulémas*) peuvent par ailleurs étudier dans des conditions idéales puisque les étudiants fréquentant les cours à Fès sont hébergés dans les vieilles médersas de la cité qui ont été complètement rénovées. Quant à ceux qui fréquentent l'Institut pour la formation des Imams, qui se trouve non loin de la cité universitaire de Rabat et accueille bon nombre des étudiants inscrits à la Qarawiyyin, 1 000 lits sont mis à leurs dispositions.

La réforme est récente et il faudra attendre encore quelques années pour voir les retombées au sein de la profession des *oulémas*. Toutefois, une figure reflète déjà probablement le profil de ces nouveaux experts en sciences religieuses : il s'agit de Ahmad al-'Abbâdî, secrétaire général de la *Râbita Muhammadiyya li-l-'Ulamâ'* (« La ligue muhammadienne des *oulémas* »), une sorte de *think tank* du ministère des Affaires religieuses qui a pour but d'approfondir des questions relevant de la religion, et de promouvoir un Islam modéré et tolérant. 'Abbâdî s'est formé dans les universités marocaines, a complété ses études en France, et est régulièrement invité à donner des cours dans différentes universités américaines. À l'aise aussi bien dans la djellaba claire des *oulémas* marocains qu'en cravate et veston, il conjugue, dans ses conférences, citations coraniques et références tirées des sciences sociales et naturelles. Lorsque, entre 2014 et 2015, l'organisation terroriste État Islamique a acquis une notoriété mondiale en revendiquant agir au nom de l'Islam, la *Râbita* de 'Abbâdî a répondu sur internet à travers une série de publications destinées à déconstruire les concepts sur lesquels se fonde l'édifice idéologique djihadiste.

III. La pensée réformatrice : l'offre est présente, mais la demande fait défaut

Muhammad Saghir Janjar, directeur de la Fondation al-Saoud pour les Études islamiques et les Sciences humaines, est plus sceptique quant à l'avenir de l'Islam marocain. Le siège de la Fondation se trouve dans un bel édifice sur la Corniche de Casablanca, à quelques centaines de mètres de l'océan est, grâce à sa très riche bibliothèque, un centre de référence pour les spécialistes du monde entier. Selon Janjar, « le discours religieux officiel a de grosses limites, il s'exprime surtout en slogans et est trop dépendant du pouvoir politique. Contrairement à ce qui se passe par exemple dans les milieux réformatrices iraniens, l'Islam traditionnel dans le monde sunnite reste très fermé. La question décisive est le développement de nouvelles lectures du Coran. Mais aujourd'hui, au lieu de ces nouvelles lectures, on propose un retour à la tradition ou des discours idéologiques. J'ai fait en sorte que la bibliothèque de la Fondation dispose de l'une des plus complètes collections au monde d'études coraniques modernes. Mais ce patrimoine n'est pas consulté. Une bibliothèque peut offrir des instruments d'étude et d'approfondissement, mais il doit y avoir une demande, et au Maroc, cette demande n'existe pas. C'est à l'université de susciter la demande. On se limite, même dans les classes moyennes, à une religiosité pragmatique, culturellement faible ». Si le recteur de la Qarawiyyin quantifiait en cinq à dix ans le temps nécessaire pour faire émerger

une nouvelle génération d'*oulémas*, préparée culturellement à affronter les défis du monde contemporain, selon Janjar, il s'agirait plutôt de décennies, car les discours réformistes ont du mal à être réappropriés, surtout lorsqu'ils sont produits en Occident, dans une langue autre que l'arabe.

Toutefois, on observe des changements au Maroc, « par exemple avec l'expérience de nouveaux penseurs qui s'expriment en arabe, comme ceux qui gravitent autour de la Fondation Mu'minûn bilâ hudûd », ce qui signifie « Croyants sans Frontières ». Elle a été créée en 2013 et son siège principal se trouve au quatrième étage d'un immeuble d'Agdal, l'un des quartiers modernes de Rabat. Son objectif est de contribuer à créer un espace de débat autour de la question de la réforme et du renouveau religieux dans les sociétés arabo-islamiques. Pour ce faire, la Fondation promeut une quantité imposante de publications et d'évènements : quatre revues, plusieurs collections de livres, dont les œuvres complètes du célèbre réformiste égyptien Nasr Hâmid Abû Zayd, des traductions en arabe d'ouvrages étrangers, un site internet constamment mis à jour avec des recherches et des articles, des rencontres et des conférences internationales. D'ailleurs, pour comprendre l'esprit qui anime le travail culturel de cet institut, il suffit de voir la petite salle où se tiennent les séminaires hebdomadaires de la Fondation, avec les portraits de Habermas, Nietzsche, Ibn Khaldoun et Descartes sur les parois.

IV. Un « aggiornamento » très prudent

Les limites de l'actualisation de la tradition religieuse dont parle le ministre Toufiq, et qui devrait se mettre en marche avec la réforme de la Qarawiyyin se révèlent clairement dans l'affaire qui a impliqué Asma Lamrabet en mars 2018. Cette médecin biologiste de profession, activiste par vocation, a publié en 2017 *Islam et femmes. Les questions qui fâchent*, un livre qui vise les formes de discrimination dont la femme est victime au nom de la religion, telles que la polygamie, l'inégalité dans le droit successoral, la tutelle masculine, le port obligatoire du voile, etc. L'ouvrage n'accuse pas l'Islam en soi, mais bien l'élaboration théologico-juridique qui a véhiculé au cours des siècles une vision « misogyne » et « patriarcale » de la religion, et qui aujourd'hui cantonne les femmes au rôle de « dernières gardiennes du temple de la tradition ». Dès 2011, la relecture du Coran souhaitée et promue par cette docteure-théologienne avait fait l'objet d'une reconnaissance officielle lorsque Lamrabet est devenue directrice du Centre d'Études et de Recherches sur les questions féminines au sein de la *Râbita* dirigée par 'Abbâdî. Mais, la coexistence de cette institution avec les *oulémas* ne fut pas facile ; elle s'est même avérée impossible quand Lamrabet est intervenue dans la présentation d'un livre sur la question de la disparité de genre en matière d'héritage, et qu'elle a souscrit, avec une centaine d'autres personnalités marocaines, à une pétition qui invitait à dépasser le régime successoral prévu par la jurisprudence islamique. Les salafistes se sont insurgés, l'accusant de « déviance » et d'« ignorance » ; l'aile la plus conservatrice des *oulémas* marocains a également réagi de manière virulente. Accablée d'insultes et de menaces sur les

réseaux sociaux, et soumise probablement à de fortes pressions, Lamrabet a présenté sa démission de la *Râbita*, démission que ses supérieurs ont rapidement acceptée. En avril 2018, l'hebdomadaire francophone *TelQuel*, d'orientation progressiste, lui a consacré sa couverture avec un titre évocateur : « Résiste ! ». Mais entretemps, à la *Râbita*, on avait déjà procédé à son remplacement en nommant Farîda Zumurrud, une spécialiste en sciences islamiques, déjà membre du comité exécutif de la Ligue, et surtout beaucoup plus en phase avec les *oulémas*.

En réalité, les ouvertures en faveur des femmes n'ont pas manqué au Maroc. Deux mois à peine avant que n'éclate le cas Lamrabet, le Conseil supérieur des *Oulémas* avait exprimé un avis favorable à la réforme qui, en rupture avec une pratique pluriséculaire, allait permettre aux femmes d'exercer le métier de 'adûl, l'auxiliaire de justice chargé de rédiger les actes légaux résultant de l'application de la charia. Auparavant, on avait ouvert aux femmes la porte de la prédication dans les mosquées en qualité de *murshidât* (guides religieuses). Elles assument aussi ce rôle au sein des communautés marocaines de la diaspora, auquel elles sont préparées dans l'institut annexe de la Qarawiyyin. Mais le cas de l'héritage est différent, parce qu'il touche une dimension plus profonde des relations sociales et constitue une « ligne rouge » car elle investit les « constantes » de l'Islam dont les *oulémas* se veulent être les gardiens.

V. L'arbitre de ce débat

Pour l'instant, la monarchie assiste au débat sans intervenir, laissant émerger les positions et les équilibres qui existent dans une société qui reste majoritairement conservatrice. La pluralité du monde religieux dans le pays est du reste un atout pour le rôle d'arbitre du souverain, garantissant une certaine liberté de discussion entre des orientations et des sensibilités différentes, à condition de respecter deux règles : reconnaître les trois piliers de l'identité islamique marocaine, et ne pas remettre en question la primauté du roi comme « Commandeur des croyants ». Il peut ainsi arriver que deux organisations semblables par leur idéologie et la forme de leur militantisme, par exemple le parti islamiste Justice et Développement (PJD) et le mouvement Justice et Bienfaisance, se trouvent sur des positions opposées : le premier au gouvernement, le second – qui refuse au nom de l'Islam le principe dynastique sur lequel se fonde la monarchie – une association à peine tolérée et tenu sous une surveillance serrée. Les idéologues salafistes qui ont renoncé au militantisme djihadiste et accepté la centralité de la monarchie se sont vus garantir l'amnistie et leur présence est tolérée dans l'espace public. L'un d'entre eux, Muhammad al-Fizâzî, qui avait été condamné à 30 ans de prison pour activités terroristes, a même tenu en 2014 le sermon du vendredi en présence de Muhammad VI.

C'est là un des secrets de la stabilité de la famille régnante : désamorcer au coup par coup les forces potentiellement déstabilisantes en les intégrant dans le système. C'est un processus qui ne se limite pas à l'Islam. Jusque dans les années 1980, par exemple, l'identité berbère du pays était un tabou, et elle était

sacrifiée sur l'autel de l'arabité de la nation, jusqu'à ce qu'un mouvement de la société civile ne commence à revendiquer la légitimité culturelle et politique de cette identité. Le souverain actuel a non seulement ouvert la porte à ces revendications, mais les a faites siennes, en créant, en 2001, l'Institut royal de la culture amazighe. Par la suite, la Constitution de 2011, reconnut le tamazight comme langue co-officielle du Royaume. Aujourd'hui, sur tous les édifices publics, on lit la même inscription en deux langues et deux alphabets différents : arabe et berbère (et souvent aussi en français). Toutefois, l'enseignement du tamazight dans les écoles, pourtant prévu par la Constitution, est resté de manière générale lettre morte en raison du manque d'enseignants dotés d'une formation adéquate. Par analogie, on peut donc dire que le projet d'« Islam modéré » se trouve aujourd'hui à un stade similaire : une grande inscription, exhibée avec fierté à l'entrée d'un bâtiment en construction.